



Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP
Sections de la Lozère

Communiqué de presse

Fermeture de trésoreries : 10 ans après, ça recommence !

Le 1^{er} janvier 2015, la trésorerie de Saint Alban sur Limagnole va fermer ses portes.

Plusieurs autres trésoreries du département sont également menacées dans le cadre de l'« adaptation des structures et du réseau », déclinaison au Ministère des Finances de la « modernisation de l'action publique (MAP) », formule technocratique déguisant un projet visant à continuer les suppressions d'emplois et les restrictions des moyens de l'État.

Fermeture d'écoles, d'hôpitaux, de bureaux de poste, de gares : les zones rurales sont en première ligne. Sous prétexte d'économies, l'État laisse des territoires entiers à l'abandon, sacrifiés sur l'autel de l'austérité budgétaire.

La trésorerie de Saint-Alban est en charge du recouvrement des impôts des particuliers (611 articles d'impôt sur le revenu, 2 294 articles de taxe foncière, 1 452 articles de taxe d'habitation). Elle assure la gestion de 28 budgets ainsi que de celui du centre hospitalier spécialisé « François Tosquelles ». Elle a enregistré plus de 900 passages d'usagers en 2013.

Plus de 2.000 usagers sont concernés, mais la Direction locale estime que leurs démarches peuvent être effectuées par courrier ou par internet. En raisonnant ainsi, elle nie le rôle social des petites trésoreries (par exemple, pour certains usagers, la simple rédaction d'un chèque nécessite de l'aide). Le transfert des missions de ce service vers le Centre des Finances Publiques de Saint-Chély d'Apcher aura des conséquences néfastes pour tous les publics. En plus de l'augmentation de la distance à parcourir pour se rendre au guichet, cette opération engorgera l'accueil à Saint-Chély et alourdira les charges de ces services.

Les raisons de cette suppression sont uniquement budgétaires puisque cela permettra à l'Etat d'économiser le loyer de la trésorerie... et de supprimer les emplois actuellement implantés à Saint-Alban (1 inspecteur, qui a fait valoir ses droits à la retraite, et 2 contrôleurs qui vont devoir changer d'affectation). Pour l'administration, la dématérialisation (paiement en ligne de l'impôt et dématérialisation des échanges avec les collectivités locales) serait la solution miracle et rendrait inutile le maintien de la proximité avec les usagers.

Les élus (locaux et nationaux) ont été consultés par la Direction Départementale des Finances Publiques de la Lozère ; quelques uns – rares - se désolent de cet évènement, le plus grand nombre s'y résigne.

La Lozère a déjà payé un lourd tribut à cette politique de désertification durant les dix dernières années avec la fermeture de 10 trésoreries : Fournels, Le Malzieu-Ville, Grandrieu, Châteauneuf-de-Randon, Saint-Amans, Aumont-Aubrac, Nasbinals, Sainte-Enimie, Saint-Germain de Calberte, Le Pont de Montvert.

Et au total, dans tout le pays, ce sont 1 680 trésoreries qui ont été supprimées.

Mais comme l'administration n'a de cesse de vouloir fermer les plus petits postes et de concentrer les structures, il est certain que d'autres trésoreries connaîtront prochainement le sort de Saint-Alban et que d'autres services seront regroupés à Mende.

Dans le même temps, les suppressions d'emplois continuent dans notre administration, et la Lozère y contribuera en 2015 à hauteur de 6 postes (1 inspecteur, 1 géomètre du cadastre, 1 contrôleur, 2 agents administratifs et 1 agent technique).

Entre 2002 et 2014, ce sont 32 000 emplois qui auront été supprimés aux Finances Publiques. La DDFiP de la Lozère, quant à elle, a perdu plus de 50 emplois et ne comptera plus que 186 agents au 01/09/2015.

L'Intersyndicale envisage diverses formes d'action à la fin de l'année 2014 et au début de 2015 pour dénoncer cette réduction des moyens humains et budgétaires.

Contacts :

Solidaires Finances Publiques

Désiré ROPERS

06 62 53 59 32

desire.ropers@gmail.com

CGT Finances Publiques

Claude Martin

claude-p.martin@dgfip.finances.gouv.fr

FO DGFIP

Laurent PROU

Laurent.prou@dgfip.finances.gouv.fr